

LES ROHINGYAS, LA MINORITÉ LA PLUS PERSÉCUTÉE AU MONDE SELON L'ONU

Les Rohingyas, une minorité de Birmanie persécutée depuis plus de 30 ans par le régime Birman soutenu par des moines radicalisés.

Les Rohingyas sont des descendants lointains de commerçants et de soldats arabes (venus au VIII^e siècle), mongols, turcs, bengalis qui se sont convertis à l'Islam au XV^e siècle. Les Rohingyas vivent en Birmanie dans l'État actuel d'Arakan dont ils forment environ la moitié de la population. Le gouvernement birman estime pourtant qu'ils seraient arrivés au moment de la colonisation britannique et les considère comme des immigrants illégaux bangladais.

En 1948, la Birmanie retrouve son indépendance et les Rohingyas sont alors rejetés et persécutés. En 1982, une loi leur a retiré la citoyenneté birmane. Ils n'ont pas accès au marché du travail, aux écoles, aux hôpitaux et la montée du nationalisme bouddhiste ces dernières années a attisé l'hostilité à leur encontre. Après plus de 30 ans d'exactions, ils ne sont plus que 800.000 dans un pays de plus de 51 millions d'habitants à majorité bouddhiste.

Conflit dans l'État d'Arakan en 2012

Au début de juin 2012, des violences inter-ethniques ont éclaté entre les Rohingyas et les bouddhistes de l'État d'Arakan. Ce sera le point de départ d'une campagne de nettoyage ethnique. Elles se sont traduites par la destruction de milliers de maisons et par la mort d'une cinquantaine de personnes et ont entraîné le déracinement de 90 000 autres. Beaucoup ont tenté de gagner par la mer le Bangladesh, d'où ils ont été repoussés par les garde-frontières. Ce pays accueille déjà 300 000 Rohingyas. Ceux qui n'ont pas pu fuir sont confinés dans des camps dans l'État d'Arakan sous haute surveillance de l'armée.



Le régime birman ainsi que plusieurs moines bouddhistes sont accusés d'avoir participé ou favorisé un « crime contre l'humanité », selon les termes de Human Right Watch (HRW).

L'habit ne fait pas le moine

Des dignitaires bouddhistes, comme le moine Wirathu, qui s'autoproclame le nouveau "Ben Laden birman", ont appelé au déchaînement de violences et à la haine raciale à travers tout le pays. Ces attaques se sont étendues à l'ensemble de la communauté musulmane dans d'autres États de Birmanie. Il dirige le mouvement 969, un mouvement nationaliste et anti-islamique fondé au début des années 2000. La radicalisation du bouddhisme, alimentée par les ignorances et les manipulations de la junte, est une réalité en Arakan et les discours décomplexés de moines tenant des propos racistes, nationalistes et anti-musulmans ont aussi alimenté les violences.

Une grave crise humanitaire

En octobre 2016, les autorités birmanes ont lancé une vaste opération de sécurité et ont suspendu toutes les opérations humanitaires dans le

nord de l'État d'Arakan, alors que 150 000 personnes dépendaient de ces rations alimentaires distribuées habituellement par les Nations unies et les ONG. Les conséquences ont été dramatiques notamment avec des milliers d'enfants souffrant de malnutrition, avec des risques de morts, prévient l'ONU. Aujourd'hui, les services humanitaires reprennent lentement leurs activités.

Les mesures de restriction imposées par le gouvernement central à la communauté Rohingya de l'État d'Arakan, limitant notamment leur circulation à un périmètre strict, ont privé beaucoup d'enfants d'éducation primaire et secondaire, dans une région qui enregistre un des taux d'alphabétisation les plus bas du pays. La situation est encore plus dramatique pour ceux qui vivent enfermés dans des camps insalubres en périphérie, suite à leur expulsion de la ville et à la destruction de leurs villages dans les violences de 2012.

Plusieurs lauréats du prix Nobel de la paix ont exhorté l'ONU à se saisir du sort de la minorité musulmane des Rohingyas et ont critiqué la passivité de la dirigeante birmane Aung San Suu Kyi, elle-même lauréate du prix Nobel de la paix.